



Déclaration préalable du SNUipp-FSU 29 à la CAPD du jeudi 30 avril

Ne pas rouvrir les écoles. Ne pas rouvrir les écoles avant septembre. C'est ce que l'institut Pasteur, le conseil de l'ordre des médecins, l'académie de médecine et le conseil scientifique recommandent.

Ne pas rouvrir les écoles. C'est ce que le SNUipp-FSU demande également en prenant appui sur ces avis scientifiques et non sur des considérations économiques.

Nos ministres, premier ministre et même Président de la République indiquent que cette réouverture se fait pour lutter contre les inégalités sociales et donc scolaires.... Quelle générosité !

Nous ne sommes pas dupes. Les injustices, inégalités sociales et donc scolaires ne datent pas de mars 2020. Mais qu'a fait le gouvernement actuel pour y remédier puisqu'ils semblent s'attacher à les combattre ?

Rien ou pire, ils n'ont fait que les renforcer avec la réforme des retraites, de l'assurance chômage, de l'hôpital, de la fiscalité [souvenons-nous de la suppression de l'ISF], de l'APL, de la transformation de la fonction publique, de la casse du code du travail ou bien pour ce qui nous concerne des réformes du collège, du lycée, du lycée professionnel, de *Parcoursup* ou de la loi pour l'école de la confiance.

Nous ne sommes pas dupes. C'est bien avant tout pour relancer l'économie de marché que cette mesure est prise. Car pour aller travailler, il faut bien que les enfants soient gardés. Sinon pourquoi renvoyer à l'école les élèves jusqu'en 5ème ? Le risque de contagion est-il, habilement, lié à la capacité de se faire à manger tout seul et à rester la journée sans adulte ?

Il y a aujourd'hui urgence à trouver des solutions pour tous les enfants et familles, des quartiers populaires, des zones rurales défavorisées et d'ailleurs qui sont éloignés de l'école depuis le confinement.

Les créations de postes annoncées avant le confinement et réajustées après sont un premier pas, mais dans le premier degré sont insuffisantes. On continue de rendre des poste dans le Finistère ! Avec une dotation négative, il reste impossible de recréer de postes de Rased à hauteur des besoins. Ces collègues sont pourtant essentiels dans la prévention des difficultés scolaires et de comportement. Il est impossible de réduire drastiquement le nombre d'élèves de toutes les classes et notamment celles de l'éducation prioritaire ou de la ruralité bien souvent oubliée.

Le ministre de l'Éducation Nationale s'est exprimé mardi 21 avril devant la représentation nationale, annonces qui ont eu lieu alors qu'un CHSCT ministériel se tenait l'après-midi même, CHSCT au cours duquel aucun protocole ni plan de prévention des risques sanitaires n'a pu être proposé à la discussion. Il y a présenté un plan qui fait reprendre les plus jeunes en premier, au mépris des préconisations du conseil scientifique. Le premier ministre devait préciser le plan de déconfinement hier... or il a posé plus de questions qu'il n'a apporté de réponse ! Le SNUipp-FSU est très inquiet du niveau d'impréparation du ministère, aucune réponse concrète n'a été apportée sur l'ensemble des questions posées par les représentant-es des personnels, que ce soit au sujet des mesures sanitaires à mettre en œuvre ou de l'organisation du travail, dans les écoles, collèges, lycées et services.

Pour une reprise dans de bonnes conditions, le SNUipp-FSU exige que le plan de déconfinement comprenne des consignes relatives à l'hygiène et à la protection sanitaire (masques FFP2 notamment, gel, politique de dépistage massive...), des garanties quant au petit nombre (10 maximum) d'élèves accueillis dans une classe, un cadre strict de réorganisation et de préparation des locaux, de tous les espaces et de tous les postes ou situations de travail ainsi que des actions de prévention, de formation et d'information, une planification des actions dans le temps. Des questions se posent sur la pratique de certaines activités : comment enseigner l'éducation musicale ou l'EPS avec un masque sur le nez ?

Un nombre considérable d'actions sont nécessaires avant même de penser à l'organisation pédagogique des écoles et établissements. Aborder la nouvelle période inédite qui s'annonce, quelle qu'en soit la date, ne peut pas s'improviser ou se réinventer localement. Le local, parlons-en.

Alors qu'elle devrait être une perspective réjouissante, l'annonce d'une reprise le 11 mai génère beaucoup de peur et d'angoisse chez les agent-es de l'Éducation Nationale (enseignant-es, personnels administratifs, AESH ...) et les familles. Elle est cause d'insomnie chez beaucoup de directeurs et directrices qui ont pu lire le projet de protocole national et réalisent qu'ils vont jouer leur responsabilité sur quelque chose d'impossible à tenir...

Il faudrait d'ores et déjà organiser avec les équipes la reprise du 11 mai avec des groupes de 15 élèves. 15 élèves autorisés dans une classe, alors qu'on ne peut se réunir à plus de 10 dans la vie privé ? Il est bien précisé dans les différentes communications que les enseignant-es devront poursuivre l'enseignement à distance... Cela voudrait dire que des groupes de 15 élèves seraient accueillis sans connaître les conditions et qui plus est en assurant une « forme » de continuité pédagogique après la classe ? Quand ? Le soir, la nuit, les week-end et jours fériés au détriment de leur santé et de leur vie de famille ? **Madame l'Inspectrice d'Académie : c'est non.**

Si reprise le 11 mai il y a, ce sera l'un ou l'autre : une reprise en présence des élèves si toutes les conditions sanitaires sont réunies ou la continuité scolaire à distance mais pas les deux. Et tout cela pour quoi ? Pour 26 petits jours de classes

jusqu'aux vacances d'été ? voire moins que 26 puisque les IEN annoncent une reprise à mi-temps pour les élèves et une reprise « à la carte » sur la base du volontariat des familles ! Tout cela pour ça ? Pour 13 à 14 jours d'écoles ? voire moins...

Pourtant, un Président de la République a dit que « rien ne serait plus jamais comme avant... ». Visiblement, ce n'est pas cette fois encore que nous allons tirer des leçons de tout ce qui est en train de se passer !

La réouverture même progressive des écoles doit être conditionnées à une validation par la communauté scientifique qui aujourd'hui, considère très largement qu'elle est déraisonnable (académie de médecine, conseil scientifique, Inserm, institut Pasteur, etc.) et par les CHSCT. Dans ces conditions, le SNUipp-FSU refuse la réouverture programmée le 11 mai.